

1^{er} MAI 2026 ENSEMBLE POUR LA PAIX ET LE PROGRÈS SOCIAL

LE 1^{er} MAI, SYMBOLE DES LUTTES SOCIALES

La proposition de loi de Gabriel Attal soutenue par la droite et l'extrême droite, et dénoncée par l'ensemble des syndicats, repose sur un tissu de mensonges :

- Elle favoriserait les grands groupes, aux dépens du petit commerce indépendant de proximité et des artisans, qui peuvent déjà ouvrir le 1er mai ;
- Elle ne se limiterait pas aux boulangeries et aux fleuristes ; on sait où commence une dérogation et qu'elle finit par être étendue largement ;
- Elle ne prévoyait pas le fait d'être réellement payé double (200% pour la journée travaillée), et n'aurait pas garanti le fait d'être volontaire face au pouvoir patronal.

La mobilisation unitaire a déjà fait reculer le gouvernement le lundi 13 avril dans sa tentative d'attaquer le 1er mai, journée internationale de lutte pour les droits des travailleurs et des travailleuses, fériée et payée, fêtée dans 163 pays du monde ; restons mobilisés pour défendre ce symbole historique des luttes sociales.

Le 1^{er} mai ne se vole pas, il se défend !

L'ÉNERGIE EST UN BIEN ESSENTIEL



Laisser les prix de l'énergie dépendre uniquement des marchés est trop dangereux.

L'État doit intervenir pour empêcher la spéculation et protéger la population. Il est tout à fait possible par la loi d'encadrer les prix des carburants, de taxer les profits exceptionnels des grands groupes et d'utiliser cet argent pour financer des mesures utiles. **Ce n'est pas aux travailleuses-eurs de payer la spéculation.**

Manifestons toutes et tous ensemble pour que les richesses produites par notre travail aillent aux salaires, aux services publics, aux transports collectifs, à la transition énergétique... pas aux dividendes !

PAU

10H30 Place de Verdun

BAYONNE

11H00 Place Sainte Ursule

HENDAYE

11H30 Mairie

MAULEON

10H30 Kiosque du Fronton

UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES !

L'explosion des prix de l'énergie met plus que jamais en lumière la faiblesse des salaires, dans le public comme dans le privé. Quand les prix augmentent, les salaires, les pensions et les prestations sociales doivent suivre pour empêcher la pauvreté de progresser, particulièrement pour les femmes, qui continuent de subir d'importantes inégalités salariales, et pour les jeunes, qui subissent un véritable bizutage social : CDD, stages, intérim, bas salaires, chômage...

Manifestons dans l'unité pour réclamer des revalorisations salariales, la hausse de la valeur du point d'indice et l'indexation des salaires, des pensions et de l'ensemble des prestations sociales sur l'inflation.

PAS DE PROGRÈS ET DE JUSTICE SOCIALE SANS PAIX !

Manifestons dans l'unité pour réclamer des revalorisations salariales, la hausse de la valeur du point d'indice et l'indexation des salaires, des pensions et de l'ensemble des prestations sociales sur l'inflation.

À travers des dizaines de théâtres de guerre, des millions de travailleurs et de travailleuses vivent aujourd'hui sous les bombes.

Ce premier mai, manifestons pour la paix, le soutien à l'ONU et au droit international.

Les crises géopolitiques, économiques et climatiques font le lit de l'extrême-droite qui prospère sur la peur et la misère. Nous refusons la banalisation du racisme, de l'antisémitisme, du sexisme et des LGBTphobies qui s'observe dans les médias et dans certains pans de nos sociétés. Nous voulons vivre dans un monde de paix, d'égalité et de liberté !

Mobilisons-nous avec force et détermination pour un 1er mai populaire et d'ouverture.

7 PRIORITES

Le financement de nos services publics, de l'argent pour nos hôpitaux, nos écoles, nos universités, nos infrastructures et les politiques culturelles

Un plan d'urgence pour une industrie qui réponde aux besoins, à la hauteur de l'urgence sociale et écologique.

L'augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux, l'égalité femmes -hommes et des mesures contre la vie chère dans les outre-mer

La justice sociale par l'abrogation de la réforme des retraites et une Sécurité Sociale répondant aux besoins

L'encadrement des prix de l'énergie. L'énergie ne peut dépendre uniquement des marchés.

La justice fiscale : la taxation des patrimoines, des dividendes et des rachats d'action, la remise à plat des 211 milliards d'euros d'aides publiques annuelles aux entreprises, le rétablissement de l'ISF et la mise en place d'une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu.

La Paix.

Le 1^{er} MAI 2026, soyons nombreux à défendre ce symbole international des luttes sociales ! Mobilisons-nous pour une paix juste et durable, pour nos salaires, les services publics, l'industrie, la justice fiscale et sociale !

